

## **L'avortement en Argentine**

En Argentine, un million de femmes avortent par an. Officiellement, deux femmes par jour en meurent et 15.000 par an souffrent de graves séquelles. Sous la pression de l'Eglise, très influente en Argentine, l'avortement est interdit, sauf dans deux situations: en cas de viol sur une femme idiote ou démente, ou en cas de danger pour la santé ou la vie de la femme enceinte. Cependant, les avortements légaux sont très rarement appliqués. Les femmes les plus fortunées payent plus de 500 dollars pour se faire avorter dans des cliniques privées de grand luxe (le salaire moyen est de 200 dollars). Les autres, c'est à dire l'immense majorité d'entre elles (60% de la population argentine vit sous le seuil de pauvreté) ont recours aux aiguilles à tricoter, aux sondes, aux concoctions de toutes sortes. En août dernier, le 18e Rassemblement de Femmes a réuni plus de 12.000 femmes à Rosario. Le mot d'ordre a été : avortement légal et gratuit. Il a été décidé l'organisation d'une manifestation dans tout le pays le vendredi 26 septembre à 16 heures, à l'occasion de la Journée pour la Libéralisation de l'Avortement en Amérique Latine et aux Caraïbes, le 28 septembre.

Le texte ci-dessous est une pétition qui sera publiée le jeudi 25 septembre 2003 dans le journal argentin Pagina/12, la veille de la manifestation, avec sa traduction en français.

Traduction française :

### **28 Septembre 2004 : Journée pour la légalisation de l'avortement en Amérique Latine et dans les Caraïbes**

**Pour une sexualité autonome, complète et soignée, nous exigeons des  
ANTICONCEPTIFS POUR NE PAS AVORTER**

**En défense de la vie des femmes, nous réclamons L'AVORTEMENT LÉGAL POUR NE  
PAS MOURIR**

Lors du XVIII Rassemblement des Femmes réalisé en août à Rosario, des milliers de femmes de toutes les conditions, unies en un seul mouvement, avons donné notre visage et notre voix au million de femmes qui avortent tous les ans dans notre pays où, selon divers sondages, la plus grande partie de la population est favorable à la dépénalisation de l'avortement. Renforcées par la mobilisation populaire historique de décembre 2001, nous affrontons le pouvoir autoritaire de la hiérarchie catholique alliée au pouvoir politique et économique patriarcal, qui prétend imposer ses dogmes à toute la population. Nous élevons

notre voix contre l'oppression sexuelle fondamentaliste d'une Eglise qui poursuit les gays et lesbiennes, qui a béni tortionnaires et assassins et qui protège ses propres délinquants.

## **NOUS EXIGEONS UN ETAT LAIQUE ET RÉELLEMENT SEPARE DE L'EGLISE CATHOLIQUE**

Nous, les femmes, sommes protagonistes de notre histoire et nous sommes déterminées à construire un autre monde. Un monde où le droit des femmes à la vie ne soit pas menacé par leur vulnérabilité inhérente à la grossesse et à l'accouchement et où cette vulnérabilité ne soit pas empirée par le manque d'accès à la santé et à l'éducation. Nous voulons exercer notre droit à être mères par choix, libres de décider sur notre corps et notre sexualité. **CELA SERA POSSIBLE LORSQUE TOUTES LES FEMMES QUI LE DECIDERONT AURONT ACCES A L'AVORTEMENT LEGAL, GRATUIT ET SUR DANS LE SYSTEME DE SANTE PUBLIC.**

L'avortement sûr doit cesser d'être un privilège des femmes qui ont de l'argent. **NOUS EXIGEONS QU'IL N'Y AIT PLUS DE MORT DE FEMMES PAUVRES A CAUSE D'AVORTEMENTS MAL FAITS.** Nous nous auto convoquons dans tout le pays pour contrôler l'application de la Loi Nationale de Santé Sexuelles et de Procréation Responsable, conquête qui, avec ses défauts et de grandes lacunes, doit être améliorée et consolidée. Le droit à l'avortement, en vigueur pour deux tiers de la population mondiale, fait partie de l'ensemble indissociable des droits humains. La Commission des droits humains de l'Onu a exhorté de modifier sa législation pénale pour diminuer la très importante mortalité de femmes des suites d'avortement et le manque d'équité issue de sa clandestinité.

## **NOUS AFFIRMONS QUE LA LEGALISATION DE L'AVORTEMENT EST UNE QUESTION DE DROITS HUMAINS DES FEMMES**

Les soussigné-es reconnaissons qu'aboutir à ces changements ne concerne pas seulement les femmes. Il s'agit d'une lutte pour la dignité de ceux et celles qui désirent amplifier et approfondir une démocratie véritable, sans impunité ni privilèges par secteurs. Pour exiger ces changements, nous vous invitons toutes et tous, le vendredi 26 septembre, face au Congrès national, à partir de 16 heures, pour une manifestation jusqu'à Plaza de Mayo.

ASSEMBLEE POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT

Signatures à envoyer à (sans nécessité de copier/coller le texte):

feminismeargentine@yahoo.fr

Préciser prénom, nom, organisation/association, pays